

LE VOYAGE DE PORTO ALEGRE

Pourquoi suis-je allé en 2002 jusqu'à Porto Alegre participer au deuxième « *Forum social mondial* »? Pour les mêmes raisons qui avaient motivé, en 2000, mon adhésion à ATTAC. Ma pratique de géographe spécialisé en aménagement du territoire me conduit depuis longtemps à douter du bien fondé de l'idéologie libérale.

Celle-ci apparaît en effet incapable d'assurer à l'humanité une vie agréable et durable sur terre : parce que l'idéologie libérale fait de la cupidité et du besoin de matière les premiers ressorts de la civilisation et du « *progrès* » ; parce que ces « *valeurs* » ne peuvent qu'accroître chaque jour un peu plus les inégalités, incompréhensions, impatiences, et donc les tensions qui se résolvent naturellement en séismes sociaux de plus ou moins grande amplitude ; parce que la cupidité et le besoin de matière conduisent l'humanité à outrepasser les limites de la planète et ne peuvent fonder une économie des biens non reproductibles, tels que l'espace, les espèces naturelles ou les ressources en matières premières.¹

Malheureusement, jusqu'aux manifestations de Seattle, jusqu'au premier « *Forum social mondial* », l'humanité semblait prisonnière de cette galère avec pour seul horizon prévisible une chute brutale. Après les attentats du 11 septembre 2001, une évasion s'est imposée avec d'autant plus de force. Le disque enregistré par ATTAC au premier forum m'a décidé à y aller. Et comme mes compagnons de voyage rencontrés à cette occasion, je n'ai vraiment pas été déçu. A Porto Alegre, la moisson d'idées, d'émotions, de joie et d'espoir fut au-dessus encore de mes attentes.²

Le programme du « *Forum social mondial* » organisé autour du thème « *Un autre monde est possible* », est à la dimension de l'événement : c'est « *un monde* ». Il représentait 72 pages de journal en portugais, et autant en anglais, avec un petit lettrage. Le forum est un lieu studieux, où l'on travaille dans la joie. Tous les jours, les conférences et ateliers commencent à 8 heures trente – nous avons été amusés de remarquer que le début des travaux était annoncé à 8 heures sur le programme portugais. Le Provençal que je suis comprend fort bien ce décalage.

Les conférences et ateliers auxquels j'ai participé me semblent pouvoir être regroupés sous trois « *possibles* » majeurs :

- Une autre démocratie est possible ;
- Une autre « *économie* » du monde est possible ;
- Un monde sans guerre est possible.

¹ A ce sujet, la lecture du rapport « Facteur 4 » déposé devant le Club de Rome en 1995 est particulièrement instructive, et sur les limites du libéralisme, et sur certaines possibilités d'administrer différemment la planète. Ernst U. von Weizsäcker, Amory B. Lovins et L. Hunter Lovins. **Facteur 4 – Deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources**. Rapport au Club de Rome. Mens, France, 1997, éditions Terre Vivante, 320p ; n°ISBN :2904082-67-0.

² Pour cela, je ne remercierai jamais assez l'association des « *Amis du Monde diplomatique* » d'avoir facilité ce déplacement grâce à une organisation particulièrement méritante.

UNE AUTRE DEMOCRATIE EST POSSIBLE.

Le budget participatif

L'Etat du Rio Grande do Sul et sa capitale, Porto Alegre, ont acquis une certaine notoriété dans le monde pour leur spécialité, qui est assez originale : le « *budget participatif* ». Désigné par l'Organisation des Nations Unies comme l'une des quarante meilleures pratiques de gestion publique urbaine et comme un exemple réussi d'action commune entre gouvernement et société civile, le budget participatif attire chaque année à Porto Alegre des dizaines de représentants de gouvernements et de chercheurs de différents pays qui viennent l'étudier. C'est une des raisons qui ont fixé le premier forum social mondial à Porto Alegre.

Le « *budget participatif* » nous a été présenté par des élus et fonctionnaires des villes de Porto Alegre, Recife, et de l'Etat du Rio Grande do Sul. Parmi des exposés très techniques, celui de l'adjoint au maire de Porto Alegre chargé des finances a un peu déconcerté l'assistance. Son intervention, assez longue, a commencé par cette phrase : « *Merci à tous mes frères et sœurs homo sapiens qui ont accompagné la marche de l'humanité depuis le fond des âges.* » Et dans une vaste fresque, cet homme véritablement politique a retracé notre voyage dans le temps pour en arriver à quelques conclusions telles que : « *tous les chemins sans l'amour mènent à la famine* », ou « *la terre n'est la propriété de personne* », « *l'égoïsme est à remplacer par le respect envers les autres* », « *l'ambition, l'égoïsme, la voracité nous poussent à nous approprier des choses qui n'appartiennent qu'à la terre* », « *la première valeur de convertibilité de la terre, c'est celle du pain que l'on peut porter à la bouche* »³, « *l'accaparement de l'eau par quelques monopoles n'est pas acceptable* », « *des croisades à la conquête de l'Amérique en passant par la révolution industrielle du XIXème siècle et jusqu'au néolibéralisme actuel, l'Homme s'est soumis au dieu du profit.* » « *Le marché ne fait pas le bien* », « *son égoïsme va asphyxier tous les idéaux de la vie* ». A la fin de son intervention, manifestement ému, cet élu du Parti des travailleurs a mis sa main sur son cœur pour dire : « *du fond de notre âme, nous pensons que l'individu doit être heureux et pour cela, nous devons nous tourner vers la solidarité.* »

Cette philosophie avait bien sa place parmi les exposés sur le budget participatif, parce qu'elle permet de comprendre la réflexion qui est à la base de ce système, et la force qui l'anime.

Ainsi, un principe découle directement de cette réflexion et peut être considéré comme la clef de voûte du budget participatif. C'est celui de l'« *inversion des priorités* », exprimé tel quel dans les discours. De fait, le budget participatif a pour objet et pour effet de « *modifier la géographie de la ville* », et d'« *instaurer une nouvelle relation entre le gouvernement et la population* » : donner aux quartiers périphériques le niveau d'équipement et de service du centre, atténuer les inégalités entre catégories sociales, garantir à la population la possibilité de décider et de faire remonter ses choix vers le gouvernement. La synergie entre ces différents objectifs est patente.

Pour favoriser la meilleure prise en considération possible des intérêts propres à la périphérie ou correspondant aux besoins plus généraux de la ville, l'élaboration du budget participatif s'effectue selon deux approches complémentaires. D'une part, le territoire de Porto Alegre – 1 400 000 habitants - est divisé en seize régions ou quartiers, selon des critères géographiques, sociaux et d'organisation communautaire. D'autre part, six thèmes de réflexion sont définis à l'échelle de la ville dans son ensemble : « *organisation de la ville et*

³ Nous avons appris par une question du public qu'à Porto Alegre, comme cela arrive souvent au Brésil, neuf familles possèdent toute la terre arable.

développement urbain », « circulation et transport », « santé et assistance sociale », « éducation, sport et loisirs », « culture », « développement économique et taxation ».

Le budget est élaboré pendant une année par la population elle-même. A cette fin, le système participatif conjugue trois formes de participation : directe, représentative et virtuelle. La participation directe a lieu dans les assemblées plénières, ouvertes à tous, au niveau de chacune des régions ou convoquées par thème. La participation représentative comprend les forums de délégués régionaux et thématiques et le conseil du budget participatif. En 2001 a été ajoutée la possibilité d'adresser des courriels aux forums de délégués.

Plusieurs aspects du budget participatif me semblent devoir être mis en exergue.

- D'une part, la répartition géographique des crédits, qui s'opère selon trois critères définis par le conseil du budget participatif : le thème déclaré prioritaire par la région, le « manque de services et d'infrastructures »⁴ de la région, et le nombre d'habitants de la région. Ce n'est ainsi pas celui qui crie le plus fort qui a le plus de crédits. Il nous a au contraire été expliqué que les délégués des différentes régions de la ville ayant l'opportunité de comparer directement leurs problèmes lors des forums, la logique solidaire et redistributive est de ce fait bien admise par tous.

- D'autre part, le contrôle effectué par la population pendant et à l'issue de l'exercice budgétaire. La participation ne se limite pas à effectuer des choix, qui pourraient devenir des vœux pieux. Elle peut aussi accompagner et superviser les ouvrages, et prend chaque année la forme d'une « vérification de comptes » et d'un examen du « plan d'investissement ». La population peut ainsi comparer les priorités définies par les différentes instances du budget participatif et les réalisations effectives⁵.

- Enfin, les règles de fonctionnement du budget participatif sont définies par les participants eux-mêmes, qui chaque année révisent et arrêtent le « régime interne ». Cette révision permanente par la population revitalise le processus démocratique, en lui évitant le risque de l'accoutumance et de la stagnation.

Depuis 1989, 103 collectivités brésiliennes⁶ ont adopté le budget participatif, qui est également pratiqué par l'Etat du Rio Grande do Sul. Ses résultats justifient la propagation de cette nouvelle démocratie. Certes, 45 000 personnes seulement ont participé à l'élaboration du dernier budget de Porto Alegre, ce qui peut sembler limité pour une population de 1 400 000 habitants. Mais ce nombre des participants, en constante augmentation, est déjà considérable, car il suppose un réel effort de la part des citoyens mobilisés, qui donnent nettement plus de temps à la cité que lors un simple vote. Pour la mairie, il est essentiel que la population voie les résultats de sa participation dans sa vie quotidienne.

Les thèmes prioritaires d'investissement choisis par les habitants ont fait de Porto Alegre une ville particulièrement active dans les domaines de l'éducation, de la santé (aussi bien pour les équipements hospitaliers de pointe capables d'assurer toutes transplantations d'organes que pour la répartition sur son territoire de 36 unités du Programme de santé de la famille), de l'inclusion sociale des familles en difficulté, de l'environnement (1 million d'arbres plantés depuis 1989 dans la ville qui compte 16 m2 d'espaces verts publics par habitant et notamment des parcs immenses, équipement de 99% des foyers en eau potable, 92% en égout, 100% de la ville desservie par le service d'enlèvement des ordures ménagères - y compris le tri et le recyclage qui procurent d'appréciables revenus à des coopératives, reconquête de la salubrité des eaux de la lagune, la « Guaíba », et de la qualité de ses rives...). La politique du logement impulsée par le budget participatif a par ailleurs conduit à la mobilisation de modalités de construction alternatives, faisant appel aux nouvelles technologies

⁴ Déficit évalué selon des indicateurs définis par les habitants eux-mêmes pour l'ensemble de la ville.

⁵ Depuis 2001, les vérifications de comptes organisées par l'administration municipale, le plan d'investissement, le suivi des travaux décidés dans le cadre du budget participatif sont publiés sur la page Internet de la mairie.

« <http://www.portoalegre.rs.gov.br> ». A Porto Alegre, 200 000 foyers sont raccordés à l'Internet.

⁶ Il n'existe aucun exemple de budget participatif adopté par une collectivité administrée par la droite

et à l'action en groupes de bénévoles, ce qui a permis la réalisation de lotissements résidentiels dans les quartiers périphériques au bénéfice de la population à bas revenus. Le système de transport public, essentiellement fondé sur le réseau d'autobus, est efficace. Les 60 000 participants au forum ont pu apprécier la très large amplitude horaire du service⁷ et la rapidité de déplacement des bus publics auxquels des surfaces de voirie inusitées en Europe sont exclusivement réservées. La démocratie participative se traduit également dans le domaine culturel par l'émergence, dans les quartiers les plus nécessiteux, des ateliers de théâtre, de danse et de littérature, des spectacles de musique et d'arts scéniques. *« On y encourage l'organisation de groupes artistiques dans les communautés et la valorisation des talents locaux. Enfants et adolescents dont les liens familiaux sont fragilisés ou vivant en situation de risque ont accès aux connaissances suivantes : informatique, anglais, sexualité, dessin, cinéma, musique, théâtre, danse, arts plastiques, mais aussi aux activités sportives dans les écoles de foot-ball, de volley et de voile. »*⁸

Les niveaux d'équipement des quartiers périphériques de la ville ont ainsi considérablement progressé, tout comme le taux d'alphabétisation ou l'espérance de vie sont nettement supérieurs dans l'Etat du Rio Grande do Sul que dans le reste du Brésil. Le budget participatif a engendré d'autres formes de participation. La ville de Porto Alegre a ainsi mis à la disposition de la population des dizaines de conseils, forums, commissions, pour permettre aux citoyens de participer aux décisions, le plus souvent dans le cadre de sa politique d'« inclusion sociale⁹ » : « Droits de l'enfant et de l'adolescent », « Droits de l'Homme », « Porteurs de déficiences », « Assistance sociale », « Santé », « Accès à la terre et au logement » », « Environnement »... De fait, la municipalité de Porto Alegre, malgré une presse de droite foncièrement hostile, est régulièrement réélue depuis treize ans.

Comme l'observait Isabelle Monal, membre d'une association cubaine, *« la démocratie est une notion à approfondir. Les citoyens européens ne participent pas à beaucoup de décisions qui affectent leur vie. »* De fait aujourd'hui, dans nos démocraties libérales en particulier, l'on est fréquemment amené à constater que le citoyen n'a plus guère confiance en l'homme politique. Pour certains, le mot *« politique »* devient même détestable.

La question se pose alors d'inventer les moyens de redonner son sens au mot *« politique »*, afin que l'abstention ne devienne pas une fatalité¹⁰ et que se renouent les liens entre le citoyen et ses représentants. Une réponse peut être trouvée dans l'exemple du *« budget participatif »*, inauguré en 1989 au Brésil par Porto Alegre.

Les médias indépendants

La démocratie se nourrit de culture et de débat entre les citoyens. A cet égard, les médias, la presse ont évidemment un rôle majeur à jouer.

⁷ Et le candidat au sommeil de se demander : *« Mais s'arrêtent-ils la nuit ? »* Pour une enquête sur ce thème, l'hôtel « Métro » est sans doute le meilleur poste d'observation.

⁸ Extrait du document : *« Porto Alegre résiste et construit – Ici, l'inclusion sociale et la paix sont des utopies possibles »* dépliant en cinq volets publié par la mairie de Porto Alegre.

⁹ Formule significative, nettement plus positive que notre *« lutte contre l'exclusion »* qui dans son appellation même introduit la tension.

¹⁰ L'abstention peut être le résultat d'une forme de complot. *« En 1975, la très influente Commission trilatérale (aux travaux de laquelle participèrent MM. James Carter, Warren Christopher, David Rockefeller, Giovanni Agnelli, Raymond Barre, Edmond de Rothschild, Akio Morita, Michel Crozier, etc.) publia un rapport s'inquiétant de l'« ingouvernabilité » des pays occidentaux, imputable selon elle à la « difficulté de maintenir le contrôle social ». Trop de citoyens, trop de groupes (surtout syndicalistes, surtout de gauche...) s'impliquaient dans la vie politique et rendaient la tâche des « décideurs » presque impossible. Parlant des Etats-Unis, M. Samuel Huntington précisa alors : « L'opération efficace d'un système démocratique requiert en général un niveau d'apathie et de non participation de la part de certains individus et groupes ». L'Amérique dans les têtes. Manière de voir-Le Monde diplomatique n° 53. septembre-octobre 2000, p. 37.*

Malheureusement, la presse et les médias sont eux-aussi avalés par le malstrom libéral. La quasi-totalité des organes de presse du monde se fournissent en informations auprès de trois gigantesques centrales d'achat, qui sont les trois dernières agences internationales de presse encore existantes. L'agence « *France presse* » ne survit que grâce aux achats de services par l'Etat français. Les médias eux-mêmes se sont considérablement concentrés. L'exemple vient une fois encore des Etats-Unis d'Amérique, où un seul groupe peut contrôler, depuis la dérégulation des années 1980, un nombre illimité de canaux d'information – 1200 pour l'un d'entre eux.

Par ailleurs, Connexion USA a publié la liste des grands conglomérats de communication dans le monde. Il y en a dix, au nombre desquels General electric, MTMT, ... De fait, la publicité est un instrument de diffusion des valeurs de plus en plus important. L'organisation mondiale du commerce exerce elle-même une pression grandissante sur le secteur des médias, comme de la culture dans son ensemble – en particulier sur les producteurs de cinéma nationaux ou régionaux.

L'information est traitée, selon cette logique libérale, comme une marchandise ordinaire. Elle est conditionnée pour être vendue facilement, au meilleur prix, avec le maximum de bénéfice.

L'événement ayant plus de succès auprès de la clientèle que le processus, l'information doit donc être courte, faire appel à un langage basique de mille mots maximum, et se présenter d'une façon pathétique, distrayante, susciter la compassion, faire rire ou pleurer. Il n'y a pas de différence entre le conditionnement dans la presse conventionnelle et la fabrication d'un film de fiction. Achetée au moindre prix par les médias, moyennant un appauvrissement considérable des journalistes et de leur profession, l'information tend à la gratuité. L'entreprise de presse conventionnelle ne vend plus d'information à ses lecteurs. Elle vend ses lecteurs aux annonceurs.

Or, nous vivons dans un monde de processus, et non d'événements. Les médias ne sont désormais plus capables, pour la plupart, d'un discours raisonnable. L'exemple a été cité de la présentation schizophrénique des pays du Sud. Dans le même organe de presse, un même pays peut ainsi apparaître comme un paradis à la page des publicités de séjours exotiques – soleil, nature, habitants souriants..., et comme un enfer à la rubrique des faits divers internationaux – catastrophes naturelles, guerres civiles...

Quelles réponses apporter à cette dégradation des organes d'information et de débat par le marché et ses lois ?

Ignacio Ramonet, directeur du Monde diplomatique, propose de créer des groupes d'« *écologie de l'information* », pour la dépolluer des mensonges qu'elle véhicule, à l'image de ce que fait Green Peace pour la nature.

On n'est pas loin, naturellement, de la proposition des « *Amis du monde diplomatique* » qui ont présenté leur expérience de lecteurs engagés, aux côtés d'autres associations de lecteurs comme celles de « *Témoignage chrétien* », « *La vie* » et « *Politis* ». A travers un « *lectorat engagé* », ces associations de lecteurs veillent à l'indépendance de leur organe de presse et contribuent à lui en assurer les moyens matériels. Les lecteurs peuvent participer à l'événement, lorsqu'ils se déplacent à Porto Alegre, ou, tels ceux de « *La vie* », jusqu'en Palestine pour opposer une barrière morale aux exactions de l'armée israélienne.

Des mouvements pour le pluralisme de l'information se mettent en place, tel « *Fairness and accuracy in the reporting* »¹¹, qui mobilise 24000 personnes et se tient prêt à collaborer avec les médias indépendants intéressés partout dans le monde.

De multiples suggestions ont été émises :

¹¹ Dont le site est « <http://www.FAIR.dot.org> » Autre site engagé : « Alliance.21.org. »

- Considérer la pluralité et la qualité de l'information comme un indicateur de richesse d'un pays ;
- Limiter le nombre de canaux d'information pouvant être contrôlés par un seul groupe (sept maximum aux U.S.A. avant la vague de dérégulation) ;
- Garantir un spectre minimum aux télévisions et radios indépendantes (les communes peuvent négocier avec les câblo-opérateurs pour leur imposer de réserver 10 % de leur capacité aux médias non commerciaux, par exemple, mais l'Etat lui-même devrait agir dans ce sens lorsqu'il accorde des concessions sur le réseau hertzien) ;
- Instituer une déductibilité des revenus imposables pour les dons consentis aux médias indépendants ;
- Lors des opérations de concentrations, taxer le montant des acquisitions et reverser le produit du prélèvement à un fond de soutien aux médias indépendants ;
- Taxer les publicités diffusées sur les chaînes de radios et de télévision au profit d'un fond de soutien aux médias non commerciaux ;
- En France, je propose que les lecteurs engagés interviennent afin que les aides de l'Etat, actuellement plus d'un milliard d'Euros annuellement, soient réservées aux médias indépendants.

UNE AUTRE « ECONOMIE » DU MONDE EST POSSIBLE.

L'organisation mondiale du commerce

Lori Wallach, avocate de l'association américaine « *Public Citizen* », s'est fait une spécialité de la contestation anti-O.M.C.¹². Qui a vu les mains de Lori ne les oublie pas. Ses mains décrivent dans l'air de gracieuses arabesques. Elles vont et viennent, nagent comme des seiches, mais peuvent brusquement piquer comme des buses. La chorégraphie de ses mains appuie son discours, y participe lorsque, saisissant les deux tomes du code de l'organisation mondiale du commerce, elles les dressent au-dessus de la tête de l'oratrice, puis les jettent à terre. « *On nous présente les règles de l'O.M.C. comme des textes d'essence divine. Mais pourtant, il suffit de les jeter par terre. Comme ça ! Et maintenant que c'est fait, travaillons ! Ecrivons de nouvelles règles ! Donnons-nous d'autres priorités : la santé, la sûreté des citoyens, ...* ».

En fait, l'organisation mondiale du commerce en tant qu'institution, les lois du marché, et plus largement l'idéologie libérale ont logiquement été analysées dans le cadre de ce « *Forum social mondial* » par de nombreux intervenants. Les effets pervers du commerce international, tel qu'il est organisé selon le principe libéral, ont été mis en évidence.

Bernard Cassen, président d'Attac¹³, a rappelé qu'à la base du « *libéralisme* », les « *libertés* » primordiales sont au nombre de trois : la liberté des flux financiers ; la liberté des investissements ; la liberté du commerce. Il a également fait observer que, selon Colin Powell, depuis le 11 septembre 2001, après la lutte contre le terrorisme, le libre-échange est la deuxième priorité stratégique des U.S.A.

Plusieurs intervenants et notamment Martin Khor, de l'association « *Third world* », Malaisie, ont démontré comment le mode de fonctionnement « *libéral* » du commerce

¹² Organisation mondiale du commerce. Il faut s'habituer, dans les discours des anglophones, à entendre W.C.O. au lieu d'O.M.C.

¹³ Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens.

international est actuellement protectionniste pour les pays développés, et libre-échangiste pour les pays en voie de développement.

Les pays développés protègent leurs industries et leurs agricultures par des taxes et différentes mesures arbitraires s'apparentant à des barrières douanières, tout en se garantissant des débouchés dans les pays du Tiers-monde qu'ils obligent à ouvrir leurs marchés. De plus, les pays puissants exportent souvent vers les pays du Tiers-monde des produits subventionnés d'une façon plus ou moins directe, dont les prix artificiellement bas détruisent les industries et les agricultures locales.

Par contre, l'Organisation Mondiale du Commerce permet à une firme agroalimentaire transnationale d'obtenir la condamnation d'un pays en voie de développement qui aurait accordé une aide ou une quelconque faveur à un petit agriculteur local. Ce système qui traite sur un pied d'égalité une exploitation familiale et une transnationale fait par exemple qu'à ce jour, en raison des importations forcées de maïs américain, le Mexique n'est plus auto-suffisant pour cette céréale dont il est historiquement le pays d'origine.¹⁴

Dans le domaine précis de l'agroalimentaire, Noam Chomsky a souligné le fait que les agricultures traditionnelles ne sont pas en mesure de soutenir la concurrence de l'agriculture industrielle américaine, nulle part dans le monde. De ce fait, l'autosuffisance alimentaire régresse dans l'ensemble du monde. Les exportations de productions agroalimentaires sont devenues non seulement une source de profits pour les firmes exportatrices, mais aussi un instrument de domination politique. Par ailleurs, les législations sur la protection de la propriété intellectuelle bloquent les transferts de technologies vers les pays du tiers monde qui ne peuvent, de ce point de vue, se développer. Le paiement des annuités de la dette extérieure – dont le capital est en réalité depuis longtemps déjà remboursé – fait quant à lui que les pays riches le sont toujours plus, tandis que les pays du tiers-monde sont cantonnés dans une situation de misère, ne peuvent faire aucun choix en matière de mode de développement, et perdent ainsi leur souveraineté. « *Ce n'est plus du néocolonialisme, c'est un retour au colonialisme des vieux jours* », a observé Do Keet, de l'association « *African trade* ».

L'impact de ce mode de fonctionnement est partout négatif, contraire à l'intérêt général.

La pauvreté progresse dans le monde, où les écarts de revenus se creusent, aussi bien entre pays riches et pays pauvres qu'à l'intérieur de chacune des catégories.

Recevoir ses moyens de subsistance de pays lointains me semble constituer une fragilité des sociétés dépendantes de telles importations¹⁵, et plus encore des populations qui ne constituent pas des clientèles solvables. Inversement, ces échanges croissants de denrées sont-ils un moyen de lutter contre les famines dans les pays du Tiers-monde ? Je ne connais pas d'études sur cette question. Trente-six millions d'êtres humains sont morts de faim en l'an 2000 dans le monde. En toute hypothèse, ce résultat est la marque d'un défaut majeur de l'économie mondiale telle qu'elle est actuellement organisée.

En matière d'environnement, l'organisation de l'économie mondiale selon le modèle libéral détruit le milieu naturel, car ce modèle se caractérise par une concentration de la consommation de ressources, des moyens de production, et des richesses, une spécialisation poussée de l'agriculture agrochimique, « *agro-toxique* » comme l'a qualifiée le représentant

¹⁴ De plus, une centaine de scientifiques ont récemment alerté l'opinion publique sur la pollution du maïs mexicain par les variétés transgéniques importées des U.S.A., qui mettent en péril l'existence même d'un maïs originel au patrimoine génétique non modifié.

¹⁵ Certains avis médicaux posent le problème en termes de santé, les nourritures allogènes pouvant être moins bien assimilées par l'organisme.

belge de « *Via campésina* ». La spécialisation des espaces de production et la croissance continue du volume des échanges commerciaux sur de longues distances concourent à l'aggravation des déséconomies liées à l'explosion de la consommation de transport : consommation de ressources énergétiques non renouvelables, saturation des infrastructures de transport – autoroutes, aéroports¹⁶ - avec son cortège de pollutions et nuisances.

Dans les pays développés eux-mêmes une misère profonde, mais cachée, augmente tandis que diminue la fraction de la population qui tire avantage des bénéfices des exportations de firmes transnationales. En revanche, ces mêmes firmes exploitent intensément, dans les pays en voie de développement, une main d'œuvre très faiblement payée.¹⁷

D'une façon générale, tous les peuples perdent leur souveraineté face aux traités qui organisent le commerce international. Hector de la Cueva, de l' « *Alliance sociale continentale* », Mexique, cite un fonctionnaire du Trésor américain, qui expliquait au détour d'un entretien que « *le traité de l'A.L.E.N.A.¹⁸ rend inoffensifs les résultats d'une élection aux Etats-Unis* » : tout nouveau gouvernement ne peut plus que se soumettre aux traités qui régissent le commerce international. Ceci est encore plus vrai pour tous les pays qui n'ont pas la puissance économique, financière, médiatique et militaire des Etats-Unis. Apparemment, les prémisses de nouveaux traités qui se sont négociés à Doha dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce ont provoqué une certaine réticence de la part des représentants du gouvernement allemand, dont il est recommandé de lire la déclaration faite à Doha lors de la cérémonie de clôture. Cependant, l'Union européenne, très libérale, serait déjà allée au-delà de la réalité des accords de Doha. Comment redresser la situation ?

Les mythes de la pensée libérale

Il est indispensable de reprendre le pouvoir intellectuel, dont les idéologues néolibéraux se sont emparé après une longue marche dans les pensées depuis les années 1960.

Pour ce faire, il est nécessaire de mettre à bas les mythes de la pensée libérale. Edgar **Land** (?), Vénézuélien, en a cité sept :

- I Le mythe du bonheur humain qui passerait obligatoirement par la transformation de la nature en biens matériels (ce qui suppose une croissance infinie) ;
- II Le mythe de la nature de l'être humain qui serait un individu possesseur, les mécanismes du marché correspondant ainsi à la nature humaine ;
- III Le mythe du développement progressif et linéaire de la technologie, qui évoluerait vers des solutions sans cesse porteuses de plus de développement (alors que ce « *progrès* » technologique s'accompagne d'inégalités de plus en plus profondes et d'atteintes de plus en plus graves à l'environnement) ;
- IV Le mythe de l'universalisme unique, qui serait européen (alors que le modèle économique et social européen n'en est qu'un parmi tant d'autres) ;
- V° Le mythe du marché, facteur de diversité, d'ouverture et de tolérance (alors que cette « *diversité* » n'existe en fait qu'au prix de l'exclusion des différences culturelles ou d'autres formes d'économies que celle de marché) ;

¹⁶ Dans le domaine spécifique du transport, le modèle libéral est à l'origine de la faillite du réseau de transport ferroviaire en Grande Bretagne, avec les lacunes que l'on connaît - spectaculairement illustrées par une série d'accidents, et du non investissement de l'Union européenne dans ce mode de transport qui résoudrait, de par ses capacités techniques, l'essentiel des déséconomies générées par le quasi-monopole des transporteurs routiers sur le fret.

¹⁷ La libéralisation du commerce, de ce point de vue, aurait ainsi supprimé 300 000 emplois en France durant les deux dernières décennies. Alternatives économiques n°195, septembre 2001, p.41.

¹⁸ Marché commun entre les U.S.A., le Canada et le Mexique.

- VI Le mythe du développement spontané du marché, comme processus naturel – « *la main invisible* » - qui permettrait l'avènement d'un monde naturellement équilibré, sans politique et sans sujet (alors que les modes de fonctionnement du marché ont toujours été profondément inégalitaires et qu'une redistribution des revenus est nécessaire) ;

- VII Le mythe de la disparition naturelle de l'Etat¹⁹ (alors que l'Histoire n'a pas encore produit d'antécédent en matière de « *marché total* » pour la raison qu'une société humaine n'a jamais choisi ce mode de fonctionnement : il est toujours promu ou tend à être imposé par un Etat ; la réduction effective du rôle de l'Etat correspond en fait actuellement à l'émergence de nouvelles formes d'Etats de moins en moins démocratiques, telles que l'Union européenne ou les différentes institutions internationales).

Dans le même temps, il faut œuvrer pour remettre les intérêts supérieurs de l'Humanité au-dessus des profits d'une infime minorité.

A cet égard, le « *commerce équitable* » apparaît n'être qu'une réponse beaucoup trop partielle, car il n'intègre pas la nécessité de diversifier l'économie dans les pays en voie de développement et, surtout, il ne constitue pas une solution à un problème qui n'est pas que commercial. Par ailleurs, Do Keet doute que l'O.M.C., qui est à l'origine des problèmes sociaux, puisse être la source d'une amélioration sociale. Bien plus, expose-t-elle, « *nous ne pensons pas que les pays du Nord – décideurs au sein de l'O.M.C. - soient habilités à mettre en place des clauses sociales pour ceux du Sud.* » Martin Khor explique en outre que les clauses sociales ne peuvent avoir de sens qu'entre pays de même standard de vie.

Pour mettre un terme aux problèmes de distorsions commerciales, économiques et sociales entre pays du Nord et du Sud touchés par les accords de l'O.M.C., il s'agit en fait de réorganiser l'économie du monde. « *Nous n'avons pas la phobie de la mondialisation, nous avons la phobie de l'injustice.* », déclare Victor de la Cueva.

L'ensemble des intervenants a conclu qu'il est devenu indispensable et urgent de :

- Annuler la dette des pays en voie de développement, ce paiement étant devenu un simple instrument de dépossession de la souveraineté des peuples qui y sont assujettis ;
- Exclure l'agriculture du champ de compétence de l'Organisation mondiale du commerce ;
- Faire reconnaître comme supérieures à celles du marché des valeurs normatives telles que le social, la santé, l'environnement, la souveraineté alimentaire des peuples - droit de développer leurs productions locales et leurs propres marchés, droit de décider ce qu'ils veulent manger, et créer un droit international fondé sur ces normes ;
- Favoriser les solidarités Sud-Sud, et l'émergence d'aires d'échanges commerciaux entre pays aux standards de vie comparables ;
- Créer un tribunal international supérieur à l'Organisation mondiale du commerce, au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, pour dire ce qui est juste ou non sur la scène internationale et appliquer des sanctions en conséquence.

¹⁹ Cet intervenant vénézuélien soulignait que les Etats ont toujours été d'une fragilité extrême en Amérique latine en raison, notamment, des interventions des Etats-Unis.

UN MONDE SANS GUERRE EST POSSIBLE.

La paix entre Israël et la Palestine

- Mon pays a envahi le Liban en 1982 en organisant une opération militaire intitulée « *Paix en Galilée* », a rappelé d'emblée Michael Warshawsky, de l'association « *Israel-Palestine information center* », avant de développer une longue démonstration des causes de l'absence de paix dans cette partie du monde. Cette démonstration est d'autant plus intéressante que ses fondements peuvent s'appliquer à la plupart des situations conflictuelles de la planète.

Ainsi M. Warshawsky a successivement exposé les causes de l'échec des négociations organisées par les Etats-Unis entre Palestiniens et Israéliens jusqu'à la fin du dernier mandat présidentiel de William Clinton ; trois principes pour sortir de la guerre ; trois étapes pour construire la paix.

Les causes de l'échec sont imputables aux gouvernements israélien et américain, essentiellement, et à leurs alliés. Ces causes tiennent dans :

- Le refus d'identifier les origines du conflit entre Israéliens et Palestiniens ;
- L'exclusion explicite du droit – représenté par les conventions internationales et les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, au profit du marchandage basé sur un rapport de force ;
- Un tête à tête inégal entre Palestiniens et Israéliens sans médiation internationale ;
- L'absence de réciprocité ;
- L'absence d'arbitrage et de sanction contre les violations des engagements déjà pris (par exemple le non respect par Israël du calendrier des accords d'Oslo, la poursuite de la colonisation des territoires occupés pendant les sept années de négociations, la violation systématique par Israël des articles des accords ;
- L'absence de changement de comportement d'Israël conservant une mentalité de colonisateur et une attitude de mépris vis-à-vis des Palestiniens (le fait du pouvoir en place, de l'armée, de la population majoritairement).

Les trois principes sur lesquels s'appuyer pour sortir de la guerre sont :

- L'arrêt de l'agression du peuple palestinien par Israël (fin de la colonisation, libération des prisonniers politiques) ;
- Le respect du droit et la réalisation du droit (ce qui n'est pas équivalent à la fin réelle d'un conflit) ;
- L'exclusion des Etats-Unis d'Amérique du rôle de médiation (Israël ayant été assez souvent proclamé le « 52^{ème} Etat » des U.S.A.).

La mise en œuvre de ces principes pour construire la paix devrait s'effectuer selon les phases suivantes :

- 1^{ère} phase : Mettre en place une force d'interposition internationale (Michael Warshawsky rappelle à ce sujet que « *des pays* » ont déjà opposé leur veto à la mise en place d'observateurs de l'O.N.U. entre les belligérants). Imposer le cessez le feu aux belligérants sans renvoyer dos à dos occupants et occupés. Imposer à Israël le retrait des territoires autonomes et la fin de l'état de siège, en rétablissant la liberté totale de circuler dans Israël. Mettre en œuvre immédiatement les accords signés par Israël (gel total de toute forme de colonisation, y compris à Jérusalem Est). Libérer les prisonniers politiques.

- 2^{ème} phase : Réalisation des résolutions de l'O.N.U., création d'un Etat palestinien et signature d'un traité de paix ;
- 3^{ème} phase : Réconciliation entre peuples israélien et palestinien.

Michael Warshawsky, à la fin de son exposé, a pu annoncer à une salle immense, et comble de près de deux mille personnes, une bonne nouvelle : « *192 soldats israéliens dont 60 officiers ont refusé de servir dans les territoires occupés* ».

M. Warshawsky a évoqué les raisons qui conduisent ces soldats à se désengager des missions exécutées par l'armée israélienne dans les territoires occupés, citant notamment les malades ou blessés mourant dans les ambulances bloquées par les militaires, ou les instructions données aux militaires israéliens qui interviennent dans les camps palestiniens et sont appelés à s'inspirer de l'armée allemande à Varsovie. « *Les actes de guerre contre les civils sont inutiles et inhumains. Nous ne pouvons pas souffrir du terrorisme et le propager* ». Il est vrai que cet Israélien, bousculant le manichéisme réducteur qui veut que toute critique d'Israël soit antisémite, était éminemment qualifié pour parler de paix et de guerre : nous étions-là en présence d'un militaire de carrière israélien, ayant accompli à ce jour trente deux ans de services au sein de l'armée israélienne – et un certain nombre d'années en prison « *pour que justice soit rendue au peuple palestinien* ».²⁰

A la tribune, Marian Albina Pyalara, de l' « *Organisation palestinienne pour la jeunesse* », nous a donné un aperçu de ce que vivent les enfants palestiniens et leurs parents, ou leurs grands-parents. « *Depuis la génération de mon grand-père jusqu'à présent, aucun Palestinien n'a eu une vie normale. A cause des barrages de l'armée israélienne, les enfants palestiniens mettent quatre heures pour arriver à l'école au lieu de quinze minutes. Comment ces enfants peuvent-ils croire dans les institutions internationales, alors qu'il y a des traités qui protègent les droits de l'enfant ?* » « *Venez voir avec vos propres yeux ce qu'il se passe aujourd'hui en Palestine !* » nous a-t-elle exhortés. L'appel de cette très jeune fille – presque une adolescente malgré les responsabilités qu'elle assume auprès de ses petits protégés - était profondément émouvant. « *Nous voulons un vrai Etat palestinien, et pas un satellite d'Israël* », a-t-elle conclu. Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix qui présidait cet atelier, lui a donné raison en se référant à la sagesse de son peuple Maya et déclarant : « *Nous sommes tous importants* ».

A la fin de l'atelier, un certain nombre d'actions possibles ont été énumérées :

- Ecrire à Kofi Annan, secrétaire général de l'organisation des Nations unies, pour demander la protection du peuple palestinien ;
- Pour les Organisations non gouvernementales, constituer des dossiers et intenter des actions devant les tribunaux contre les officiers qui auront été signalés comme responsables de crimes de guerre ;
- Le 1^{er} mars 2002, que tous les mouvements sociaux organisent des manifestations devant les ambassades d'Israël et des Etats Unis ;
- Que le 30 mars 2002, les Palestiniens protestent contre la confiscation de leurs terres par Israël ;
- Que des institutions protestent par télégramme auprès d'Ariel Sharon et Shimon Pérès contre le siège autour de l'Autorité palestinienne.

La stratégie d'un « Empire »

²⁰ Ainsi qu'il a bien voulu se présenter sur une question de l'assistance.

D'une façon plus générale, la guerre, les micro-conflits ont été présentés par certains intervenants comme la résultante voulue d'une stratégie d'affaiblissement des Etats au bénéfice des transnationales. Sous l'effet d'une recherche illusoire des groupes ethniques des origines, l'ethnisation de la nation par le biais des mouvements régionalistes aboutit à une fragmentation des peuples, à des dérives conflictuelles (purifications, comme en Yougoslavie), et dans tous les cas à une désintégration des solidarités forgées par des histoires communes. Entre 1925 et 1996, le nombre des Etats dans le monde a été multiplié par quatre. Hormis les créations de pays liées à la période de décolonisation, l'atomisation des Etats fait pencher le rapport de force Etat – transnationale en faveur de cette dernière. Mais de plus, cette atomisation rend d'autant plus aisée la confiscation de la souveraineté des peuples du monde par le néo-nationalisme²¹, par « *l'Empire américain*²² ».

Toni Negri et Michael Hart, lui-même présent à Porto Alegre, ont décrit dans leur dernier ouvrage la formation en cours et la stratégie de « *l'Empire* » américain. L'Empire est une forme de pouvoir distribué en réseau, pouvoir mixte comparable à celui de l'Empire romain. Dans cet Empire, le Fonds monétaire international est la part monarchique, les transnationales constituent l'aristocratie, les Etats jouent le rôle des démocraties. Le réseau est décentré et ses limites sont floues. La politique de l'Empire se caractérise toutefois par une croissance considérable des dépenses consacrées à l'armement, qui atteignent des montants inédits.

« Le marché annuel de l'armement représente près de 800 milliards de dollars. Pour chaque dollar que l'O.N.U. dépense dans ses missions de paix, le monde en investit deux mille dans la guerre. Selon l'organisation pour l'éducation, la science et la culture des nations unies (U.N.E.S.C.O.), les dépenses en recherche et développement de l'industrie des armements impliquent 25% des chercheurs du monde entier. Une seule heure de dépense en armements, toujours d'après l'U.N.E.S.C.O., équivaut au travail mensuel de 86 400 travailleurs. La fabrication d'un tank de guerre consomme l'équivalent à la construction de 520 salles de classe. La formation d'un soldat coûte 64 fois plus que l'éducation d'un jeune citoyen. Le prix d'achat d'un avion de chasse supersonique permettrait d'équiper 40 000 cabinets de consultation médicale. »²³

La manipulation des micros conflits, l'instrumentalisation de la guerre limitée et permanente servent des fins multiples. Elles fournissent des débouchés aux puissants industriels américains de l'armement. Elles constituent pour « *l'Empire* » des moyens de pression et de rétorsion.

La théorisation de la guerre « *du bien contre le mal* », cette guerre métaphysique, rejette en outre radicalement des populations entières dans un monde où leur futur est sans avenir. Cette stratégie fabrique les désespoirs qui sont à l'origine d'actions désespérées. « *Le premier devoir d'un universitaire américain est d'être anti-américain ; mais le peuple américain lui-même souffre d'un manque de souveraineté* », nous a expliqué Michael Hart.

Construire la paix

²¹ Lire Monique Gendreau-Chevilly.

²² Lire Toni Negri et Michael Hart.

²³ Extrait du document de présentation des travaux de l' « *Assemblée publique mondiale* » organisée dans le cadre du Forum les 3 et 4 février 2002. L'objet de ces travaux était, après un débat animé par des spécialistes de ces différents thèmes, d'organiser un vote sur le modèle des pratiques de budget participatif afin de désigner les thèmes prioritaires de réorientation des crédits publics actuellement consommés pour la guerre. Les thèmes proposés à l'assemblée étaient : l'élimination de la faim, la prise en charge des victimes de la guerre, le traitement digne du SIDA, l'éradication de l'illettrisme, l'élimination du travail des enfants, la reconversion de l'industrie de l'armement. Mais pour la désignation des trois thèmes prioritaires, l'assemblée avait la possibilité d'en introduire de nouveaux pendant ses débats. Je n'ai pas eu l'occasion de participer à cette démarche.

A la fin de ces ateliers consacrés à la possibilité d'un monde sans guerre, les moyens d'y parvenir ont fait l'objet de débats.

- Bien sûr, les origines de la situation de guerre permanente doivent être portées à la connaissance du public. Il faut ainsi s'opposer à l'utilisation de la guerre comme moyen d'atteindre des objectifs cachés, sans aucune légitimité.

- Il faut de même résister à la stratégie de conquête de « *l'Empire* », et pour cela savoir la repérer. Il arrive ainsi que des organisations non gouvernementales, habillées des meilleures intentions, servent en réalité de têtes de pont à l'ingérence impérialiste. A ce sujet, il a été fait référence au processus de légitimation de la conquête des Amériques, ou d'autres contrées, par les Européens au XVIème. Le prétexte de l'apport de « *civilisation* » et de l'« *évangélisation* » ont justifié, alors, le massacre, l'asservissement, et dans le meilleur des cas la spoliation et l'acculturation de peuples indigènes. La présence de représentants de ces peuples dans les manifestations et les ateliers du Forum a permis de garder à l'esprit les erreurs monstrueuses du passé, et d'en tirer un enseignement pour analyser certaines pratiques contemporaines.

- Il faut défendre l'Etat. Cette défense « *peut être conduite de plusieurs façons mais doit être révolutionnaire* ». A ce sujet, Isabelle Monal, Cubaine, a insisté sur le fait que « *la critique doit d'abord porter sur le système capitaliste, et non sur ses instruments* ». De même, a-t-elle observé, les Etats de la périphérie doivent se rassembler pour résister à l'impérialisme. Cette solidarité nécessaire entre pays du Sud a souvent été évoquée durant le Forum. La défense de l'Etat suppose sans doute que les citoyens incitent leurs gouvernants à mettre en place cette solidarité Sud-Sud, en prenant garde toutefois qu'elle ne dévie pas de ses objectifs, et n'aboutisse pas à l'émergence d'Etats du nouveau type, non démocratiques, « *harnachés aux intérêts*²⁴ » des transnationales et de l'Empire, à l'image de l'Union européenne.

Dans le cadre de cette défense de l'Etat nation, « *il faut obtenir que chaque Etat nation puisse évoluer selon son propre rythme.* » Cette dernière proposition est d'autant plus significative si l'on sait qu'elle est formulée par un Iraquien. Elle soulève effectivement tout le problème des risques de dérives impérialistes inhérents à la mise en œuvre du « *droit d'ingérence* ». La notion d'« *évolution* », non explicitée, peut faire référence à un progrès vers l'application de la déclaration universelle des droits de l'homme proclamée en 1948 par les représentants des pays membres de l'O.N.U. A cet égard, on doit effectivement constater que le droit d'ingérence n'est pas appliqué dans le monde selon les mêmes critères par l'O.N.U. ou surtout les Etats-Unis. Certains Etats « *évoluent* » à leur propre rythme, d'autres non, au gré des intérêts de « *l'Empire* » pour garder la terminologie de Toni Negri et Michael Hart.. Le débat sur cette question est complexe et vaste. Il reste ouvert.

- Au sujet des Etats nations Alain Lipietz, des « *Verts* », a cependant souligné combien les Etats Unis d'Amérique ont fourni en 2001 la démonstration de ce que le souverainisme est un instrument de l'impérialisme. Citant Marx, « *les travailleurs n'ont pas de frontières* » - « *pas plus que la pollution* » ajoute-t-il, Alain Lipietz plaide en faveur de l'internationalisme, d'une internationalisation de la résistance. Il m'a semblé que les Etats nations pouvaient constituer une forme utile à la mise en œuvre décentralisée des principes élaborés au sein d'un réseau populaire international..

- Michael Hart propose de se constituer en réseau de citoyens, en utilisant la force que donne la « *multiplicité* » pour résister à l'impérialisme. « *Ne plus voir le prolétariat comme monolithique, le redélimiter, se donner un projet d'organisation, un plan de travail plus horizontaux ; construire une alliance entre les peuples, y compris le peuple Nord-Américain* », pour contrer notamment la stratégie de guerre.

²⁴ J'ai découvert à porto Alegre cette expression traduite du Brésilien.

- Gagner en capacité de négociation sur la scène internationale ou nationale devant la démission de nos Etats.

- Les peuples malades comme les individus...Jung.

Selon M. Bensaïd, « *la nécessaire redéfinition du droit international passera par une crise violente* ».

Conclusion

Francis Fukuyama s'est trompé, ce n'est pas « *la fin de l'Histoire* ». L'Histoire continue. Cependant, en réponse à tous ceux qui, comme MM. Fukuyama ou Huntington se satisfont d'un monde d'injustice, de souffrances, de mensonge, de matière, et justifient la guerre – donc la chute finale, le projet du Forum social mondial est de construire un autre monde.

Après les travaux auxquels nous avons participé à Porto Alegre, je suis reparti convaincu que le chantier est, certes, immense, mais qu'il faut s'y mettre. Et les ouvriers sont nombreux. En nous regardant, je pensais à la force des fournis.

J'ai été particulièrement marqué, durant le forum, par l'esprit de fraternité, de bonne volonté, de sérieux qui émanait de tous les participants.

Il n'y avait au forum ni dilettantisme, ni cynisme, ni violence. Au contraire, il y avait un amour immense pour la vie, l'humanité, notre planète. Il régnait entre tous les participants un émouvant esprit de fraternité malgré l'extrême diversité des pays d'origine. Les participants étaient des gens modestes, au sens où ce déplacement représentait pour eux une dépense lourde, consacrée à la construction d'un monde plus solidaire, sensible, fraternel. Un monde qui ressemble à celui du peuple Maya que porte Rigoberta Menchu dans son cœur, et encore sur son visage si doux malgré les terribles épreuves qu'elle a dû traverser avant d'être nobellisée – exemple vivant de ce que l'on peut passer, sans être l'auteur d'aucun massacre, d'une catégorie de « *terroriste* » ou « *quasi-terroriste* » selon les critères de définition d'un gouvernement en place, à celle de « *prix Nobel de la paix* ». Le camp international de la jeunesse, immense, rassemblait des milliers d'adolescents venus là pour réfléchir à l'avenir de leur planète.

Ce n'étaient pas des dilettantes, comme certains intellectuels qui dans nos journaux expriment à longueurs de colonnes des idées de nantis, tellement superficielles – et tellement égocentriques vues de Porto Alegre – sur la mondialisation.

Les travaux étaient au contraire très sérieux, animés par un esprit positif et constructif – je n'ai pas entendu le mot « *détruire* ». Les marches étaient très colorées, joyeuses et graves en même temps, car nous côtoyions les Argentins, les représentants de peuples indigènes aux coiffes traditionnelles, et leurs malheurs nous étaient proches. A l'issue de la gigantesque marche pour la paix du 31 janvier 2002, notre foule a été en liaison avec les amis de New-York, sur des écrans géants, et grâce à la traduction simultanée d'Aguillon, nous avons dialogué une partie de la nuit. Ils nous voyaient, nous les voyions. A plusieurs reprises, nous avons eu le sentiment de partager, par-delà les siècles, des émotions avec nos aînés de 1793. Mais il s'agissait cette fois d'une révolution à l'échelle de la planète, et de penser à une constitution mondiale... Vive la mondialisation humaniste !

Cinq axes de travail sur la construction sociale du monde ont été cités : le travail, l'environnement, le genre (sexe), la culture, les nouvelles générations (94% des jeunes naissent dans le Sud). Parmi les principaux objectifs à se fixer figure, à mon sens, la modification du système politique américain. Notamment, le mode de financement de la vie politique aux Etats-Unis doit garantir l'indépendance des hommes politiques américains face

aux pressions des intérêts des groupes industriels et financiers. De cette réforme découleraient beaucoup plus facilement toutes les autres.

Les analyses et raisonnements tenus lors du Forum social mondial trouvent, depuis notre retour, chaque jour leur confirmation dans les faits relatés par la presse. La manipulation des salariés d'Enron. La création par les Etats Unis d'Amérique d'un service gouvernemental spécialisé dans la propagation de fausses informations. La justification de la guerre comme moyen usuel par une pléiade d'intellectuels américains²⁵. La dérive nucléaire du gouvernement des Etats Unis d'Amérique.

J'ai pensé, au cœur de l'immense marche internationale pour la paix du 31 janvier 2002, ou de la gigantesque foule en liesse qui dansait lors de la cérémonie de clôture du 5 février sur la musique du forum (« *Aqui, um outro mundo é possível* » : « *La vie est à Porto Alegre (au forum social), l'argent est à New York (au forum économique), et le forum de l'argent est en définitive certainement le plus triste* ». L'année prochaine, le forum aura lieu de nouveau à Porto Alegre. J'aimerais aller plus au contact des agriculteurs brésiliens, du mouvement des « *sans terre* ». Dans deux ans, le forum sera organisé dans l'Etat, progressiste lui-aussi, du Kerala, en Inde.

Bibliographie :

- . Chomsky Noam. « *Elections 2000* ». Sulliver 2001 48 pages. Film : « *La fabrication du consensus* ».
- . Berlan (chercheur à l'INRA). « *La guerre au vivant* » Paris, 2001, éditions Agone
- . Michael Hart et Toni Negri : « *Empire* », éd. Exils, 2000.
- . Claude Serfati. « *La mondialisation armée : le déséquilibre de la terreur.* »
- . Ernst U. von Weizsäcker, Amory B. Lovins et L. Hunter Lovins. « *Facteur 4 – Deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources.* » Rapport au Club de Rome. Mens, France, 1997, éditions Terre Vivante, 320p ; n°ISBN :2904082-67-0.
- . Bové José. « *Paysan du monde* » Paris, Fayard éd. Janvier 2002, 503 p.
- . Collectif : « *Le piège se referme – Jimmy Goldsmith avait-il raison ?* » Paris. Plon éd. Mai 2002, 234p.
- . Burgos Elisabeth. « *Moi, Rigoberta Menchu.* » Paris, Gallimard éd, coll. Folio. 1983, 504p.
- . GRET Marion et SINTOMER Yves. « *Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie.* » Paris, La découverte éd., 2002, 137 p.

Sites sur l'Internet :

- mediasol.
- Alliance21.org
- FAIR.dot.org (U.S.A.)
- Accessocom.com.br
- portoalegre.rs.gov.br
- ubuntu.upc.es

Publication alternative :

PLPL Marseille. Courriel : redaction@plpl.org
Abonnement : 20€ à BP 2326 13213 MARSEILLE

Conférences et ateliers auxquels j'ai participé :

	TRANSFORMER LA SOCIETE, UN MOYEN : LE LECTORAT
--	---

²⁵ « *Lettre d'Amérique, les raisons d'un combat.* » Le Monde daté du 15 février 2002.

	ENGAGE
	Les amis du Monde diplomatique.
	PRODUCTION DE RICHESSE ET REPRODUCTION SOCIALE : LE COMMERCE INTERNATIONAL.
	Martin Khor, « <i>Third world network</i> », Malaisie
	Do Keet, « <i>African trade network</i> »,
	Jean Lapeyre, « <i>European Trade Union Confederation</i> », Belgique
	Bernard Cassen, « <i>ATTAC France</i> »
	Paul Nicholson, « <i>Via Campésina</i> », Belgique
	Hector de la Cueva, « <i>Alliance sociale continentale</i> », Mexique
	Lori Wallach, « <i>Public citizen</i> », U.S.A.
	UN MONDE SANS GUERRE EST POSSIBLE : GUERRES ET PAIX DANS LE MONDE
	Noam Chomsky
	PLAN DE PAIX POUR LA PALESTINE
	Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix 1992, Guatemala
	Michael Warshawsky, « <i>Israel-Palestine Information Center</i> »
	Muhammad Barakeh, député arabe à la knesseth
	Marian Albina Pyalara, « <i>Organization for the youth</i> », Palestine
	TEMOIGNAGE : RIGOBERTA MENCHU, PRIX NOBEL DE LA PAIX
	LE BUDGET PARTICIPATIF
	Villes de Porto Alegre et Recife